

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui, VOL 18 No. 6 OCTOBRE 2016



L'Heure de Faire Avancer l'Intégration Régionale" ...d'une "intention déclarée à une application actuelle"

par Kizito Sikuka

LES ASPIRATIONS de l'Afrique Australe sont clairement présentées dans la Déclaration et le Traité qui établit une communauté commune de la SADC.

Les aspirations sont une Région unie, prospère et intégrée.

Dans la poursuite de ces objectifs, les Etats membres de la SADC ont signé de nombreux protocoles et d'autres documents politiques dans différents domaines clés, allant du commerce et de l'investissement, la paix et la sécurité, aux ressources naturelles transfrontalières et l'autonomisation des femmes et des jeunes.

En fait, depuis la transformation de la SADC en 1992 de la Conférence de Coordination du Développement de l'Afrique Australe (SADCC), au total 33 protocoles ont été signés par les Etats membres pour faire avancer le programme d'intégration régionale. (Voir le tableau ci-dessous sur l'état des 33 Protocoles signés par la SADC).

Toutefois, certains Protocoles n'ont pas été ratifiés pour faire avancer les lois régionales des intentions déclarées à une application actuelle à l'échelle nationale.

Selon les statuts juridiques de la SADC, tout Protocole régional signé doit être ratifié par les Etats membres pour qu'il puisse entrer en vigueur au niveau national dans les 15 Etats membres.

Au moins deux tiers (10) Etats membres doivent ratifier un Protocole pour que celui-ci puisse entrer en vigueur.

Le processus d'approbation d'un instrument juridique régional exige d'abord, la signature, et puis la ratification – un processus qui varie d'un pays à l'autre, avec certains exigeant l'approbation du Parlement.

La réunion des leaders de l'Afrique Australe lors du 36ème Sommet de Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC tenu au Royaume du Swaziland le 30 et le 31 août, a exprimé la préoccupation concernant la lenteur des politiques de l'intégration régionale des intentions déclarées à l'application concrète.

La mise en œuvre lente des documents stratégiques par les pays de la SADC a affecté l'intégration régionale, entraînant l'échec par la majorité des personnes au sein de la Région de réaliser les avantages d'appartenir à une communauté commune en Afrique Australe.

suite page 2...



POLITIQUE	3
SECURITE ALIMENTAIRE	4-5
MOBILISATION DES RESSOURCES	6
INNOVATION	5
PUBLICATIONS	8
ENERGIE RENOUVELABLE	9-10
GENDRE	11
ELECTIONS	12-13
CULTURE	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

L'Heure de Faire Avancer l'Intégration Régionale" ...d'une "intention déclarée à une application actuelle"

"Le Sommet a examiné l'état des signatures, des ratifications et des adhésions aux Protocoles de la SADC notant que 26 d'entre eux sont entrés en vigueur, alors que sept ne sont pas encore entrés en vigueur," selon certaines parties du communiqué publié par les dirigeants peut après la tenue du Sommet.

Les dirigeants "ont exhorté les Etats membres qui n'ont pas encore adhéré à ces protocoles de le faire," pour veiller à ce que les aspirations de la SADC soient réalisées.

Les sept Protocoles de la SADC qui n'ont pas encore été ratifiés par les Etats membres sont:

- Le Protocole sur la Science, la Technologie et l'Innovation signé en 2008. Le Protocole vise à promouvoir le développement et l'harmonisation des politiques sur la science, la technologie et l'innovation, préconisant l'investissement dans la recherche et le développement et la promotion de la sensibilisation du public en matière de science et de technologie;
- Le Protocole sur la Facilitation de la Circulation des Personnes signé en 2005. Le Protocole vise à réaliser les objectifs du Traité de la SADC, qui exigent que les Etats membres développent des politiques visant l'élimination progressive des obstacles à la libre circulation des capitaux et des travailleurs, des marchandises et des services et des personnes de la Région entre les Etats membres, en général.;
- Le Protocole sur le Commerce des Services signé en 2012. Le Protocole prévoit l'établissement "d'un marché régional intégré des services", afin de libérer le potentiel du marché des services de la Région pour que les entreprises et les consommateurs puissent pleinement profiter des opportunités présentées par une communauté commune au sein de la SADC;
- Le Protocole sur la Gestion Environnementale pour le Développement Durable signé en 2014. Ce protocole vise à harmoniser tous les instruments régionaux existants qui traitent des questions environnementales;
- Le Protocole sur l'Emploi et le Travail signé en 2014. Le

protocole prévoit et reconnaît l'importance de la négociation collective; le dialogue social et les consultations entre les employeurs, les syndicats et le gouvernement, l'égalité de traitement et la protection sociale pour les travailleurs et leurs familles au sein de la Région;

- Le Nouveau Protocole sur le Tribunal au sein de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe signé en 2014. Celui-ci spécifie que la juridiction du nouveau Tribunal sera limitée à l'interprétation juridique du Traité de la SADC et de tout autre Protocole adopté par les Etats membres; et
- L'Accord d'Assistance en Matières Fiscales signé en 2012. Ce dernier exige que les Etats membres développent des lignes directrices efficaces pour des échanges efficaces des informations et la mise en œuvre des procédures de l'accord mutuel.

Le 36ème Sommet de la SADC a également exhorté les Etats membres de continuer l'intensification des mesures visant à mettre en œuvre différents activités, programmes et projets régionaux afin d'assurer le développement socioéconomique.

Ces derniers incluent le Plan Directeur de Développement des Infrastructures Régionales de la SADC (RIDMP), la Stratégie et la Feuille de Route d'Industrialisation de la SADC et le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional Révisé.

Par exemple, la mise en œuvre du Plan du Secteur de l'Energie du RIDMP a la capacité d'augmenter les capacités de production de l'électricité de la SADC de 56, 000 mégawatts (MW) actuels et de veiller à ce que la demandé prévue de 96,000 MW soit dépassée dans 11 ans, rendant la région de la SADC autosuffisante en matière énergétique.

Le thème du 36ème Sommet de la SADC était "La Mobilisation des Ressources pour l'Investissement dans les Infrastructures de l'Energie Durable pour une Industrialisation Inclusive de la SADC pour la Prospérité de la Région." □

Etat des 33 Protocoles signés par la SADC

Protocole	Année de Signature	Année de Ratification
Protocole sur la Lutte Contre la Corruption	2001	2005
Protocole sur la Lutte Contre le Trafic Illégitime des Drogues	1996	1999
Protocole sur le Contrôle des Armes à Feu, des Munitions et d'Autres Matériels	2001	2004
Protocole sur la Culture, l'Information et le Sport	2001	2006
Protocole sur l'Education & la Formation	1997	2000
Protocole sur l'Energie	1996	1998
Protocole sur l'Extradition	2002	2006
Protocole sur la Finance et l'Investissement	2006	2010
Protocole sur la Pêche	2001	2003
Protocole sur la Foresterie	2002	2009
Protocole sur le Genre et le Développement	2008	2013
Protocole sur la Santé	1999	2004
Protocole sur le Traité Etablissant la SADC sur les Immunités et les Privilèges	1992	1993
Protocole sur les Affaires Légales	2000	2006
Protocole sur l'Assistance Mutuelle en Matières Pénales	2002	2007
Protocole sur l'Exploitation des Mines	1997	2000
Protocole sur la Politique, la Défense et la Sécurité	2001	2004
Protocole Révisé sur les Cours d'Eau Partagés	2000	2003
Protocole sur le Développement du Tourisme	1998	2002
Protocole Commercial	1996	1998
Protocole sur le Transport, la Communication et la Météorologie	1996	1998
Protocole sur les Systèmes de Cours d'Eau Partagés	1995	1998
Protocole sur le Tribunal et ses Règles	2001	2001
Protocole sur la Conservation des Espèces Sauvages et l'Application de la Loi	1999	2003
Accord portant Amendement à l'Article 20 du Protocole Commercial	2008	2008
Protocole sur le Tribunal	2014	2014
Protocole sur la Science, la Technologie et l'Innovation	2008	-
Protocole sur la Facilitation de la Circulation des Personnes	2005	-
Protocole sur le Commerce des Services	2012	-
Protocole sur la Gestion Environnementale	2014	-
Protocole sur l'Emploi et le Travail	2014	-
Nouveau Protocole sur le Tribunal au sein de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe	2014	-
Accord sur l'Assistance Mutuelle en Matière Fiscales	2012	-

Nouvelle Structure de Gouvernance Politique de la SADC

LE 36^{ÈME} Sommet de la SADC a élu de nouveaux membres de sa structure de gouvernance politique pour diriger le programme d'intégration de la Région pour un an.

Le Sommet de la SADC, qui est composé de tous les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC provenant de 15 Etats membres sera présidé par sa Majesté le Roi Mswati III du Swaziland en tant que Président.

Le Sommet de la SADC est chargé de l'orientation politique globale et du contrôle des fonctions de la Communauté, ce qui en fait finalement l'institution de prise de décision suprême de la SADC. Il est géré sur base d'un système de Troïka comprenant le Président du Sommet de la SADC, le vice-Président et le Président sortant.

Donc, la Troïka du Sommet est actuellement composé du Roi Mswati III (Président actuel), le Président Jacob Zuma de l'Afrique du Sud (vice-Président) et le Président du Botswana, Seretse Khama Ian Khama (Président sortant).

Le système de Troïka confie à ce groupe de trois les pouvoirs de prendre des décisions rapides au nom de la SADC qui sont normalement prises lors des réunions politiques prévues à intervalles réguliers, ainsi que la fourniture d'orientation politique aux institutions de la SADC entre les Sommets ordinaires de la SADC.

L'Organe de Coopération en Matière de Politique, Défense et Sécurité, qui fonctionne sur une base de Troïka, sera présidé par le Président Magufuli de la Tanzanie.

L'Organe est mandaté de diriger et de fournir une orientation aux Etats membres concernant des questions qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité au sein de la Région.

Ce dernier est coordonné au niveau du Sommet, comprenant un Président, un vice-Président et un Président sortant, et soumet des rapports au Président du Sommet de la SADC.

Le Président Jose Eduardo Dos Santos d'Angola est le vice-Président de l'Organe, alors que le Président du Mozambique Filipe Nyusi est le Président sortant.

Le Sommet de la SADC et la Troïka de l'Organe sont mutuellement exclusifs, et le Président de l'Organe ne peut pas présider le Sommet de manière simultanée.

Tout comme pour le Président du Sommet, la présidence de l'Organe change chaque année. □



Plan d'action chiffré pour l'industrialisation sera finalisé au début de 2017

LES LEADERS de l'Afrique Australe vont tenir un Sommet extraordinaire au cours du premier trimestre de 2017 pour finaliser le plan d'action chiffré pour le Programme d'Industrialisation de la Région.

Lors de sa réunion tenue avant le 36ème Sommet de Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC à Mbabane (Swaziland) en août, le Conseil des Ministres a chargé de Secrétariat de la SADC de finaliser le processus en cours visant à déterminer les coûts de la Stratégie et la Feuille de Route de l'Industrialisation de la SADC 2015-2063.

"Le Conseil a reçu un rapport de progrès sur les coûts indicatifs de la Stratégie et le Plan d'Action de l'Industrialisation de la SADC, et a chargé le Secrétariat de finaliser le processus en consultation avec les Etats membres et de le soumettre au Conseil et au Sommet Extraordinaire prévus en février/ mars 2017 pour examen afin de permettre à la Région de solliciter des investissements dans les domaines identifiés," a dit le Président du Conseil, le Prince Hlangusemphi.

Depuis août 2015, la SADC s'est lancé dans un processus visant à développer un plan d'action chiffré pour la Stratégie et la Feuille de Route de l'Industrialisation de la SADC, qui a été adoptée en avril 2015 afin de permettre à la Région d'exploiter le plein potentiel de ses vastes et diverses ressources naturelles.

Ce plan d'action vise à établir un régime de mise en œuvre cohérent et synergique contenant des options stratégiques et des politiques globales vers la réalisation progressive des objectifs d'une durée limitée qui ont été fixés

dans la stratégie et la feuille de route.

Le plan va se concentrer sur les 15 premières années du délai de la stratégie, et vise à créer un environnement propice pour le développement industriel durable comme moteur de la transformation économique, et établir une alliance durable pour l'industrialisation composée des secteurs public et privé ainsi que des partenaires stratégiques.

La Stratégie et la Feuille de Route de l'Industrialisation de la SADC 2015-2063 à été développée comme un plan inclusif à long terme pour la modernisation et la transformation économique qui doivent faciliter le développement substantiel et durable afin d'améliorer les niveaux de vie.

Cette dernière est fondée sur trois piliers stratégiques interdépendant: l'Industrialisation comme un champion de la transformation économique; une meilleure compétitivité; et, l'approfondissement de l'intégration régionale.

Les interventions stratégiques pour chacun de ces piliers sont proposées dans le plan d'action.

Ces dernières incluent un meilleur environnement politique pour le développement industriel, l'augmentation du volume et l'efficacité des investissements des secteurs public et privé dans l'économie de la SADC, la création des chaînes de valeur régionales et la participation dans les processus mondiaux pertinents, ainsi que le croisement de la valeur ajouté pour les produits et les services agricoles et non agricoles.

Pour améliorer l'environnement de travail, il y a des plans pour développer et opérationnaliser un Protocole sur l'Industrie en 2020, qui doit

entraîner le développement des politiques et des stratégies sur l'industrialisation au niveau national.

Lorsque les Etats membres ont déjà de telles politiques et stratégies, ces dernières seront examinées et alignées à la Stratégie et la Feuille de Route de l'Industrialisation de la SADC.

Les Etats membres doivent développer des Programmes de Mise à Jour et de Modernisation Industrielles (IUMP) d'ici 2018 et les mettre en œuvre avant 2020.

Ces derniers devraient être alignés à l'IUMP de la SADC, qui constitue la base pour l'approche sectorielle à l'industrialisation de la Région, en se concentrant sur l'actualisation des capacités de fabrication, la modernisation des installations productives, le renforcement des infrastructures institutionnelles d'appui, et le renforcement des capacités pour la recherche et l'innovation.

Il y a également un objectif d'accroître progressivement la part de l'investissement intérieur brut par rapport au produit intérieur brut à 25 pourcent en 2020 et à 30 pourcent en 2025.

Pour réaliser ces objectifs, il y a des plans pour développer un Cadre de Promotion des Investissements de la SADC ainsi qu'un Programme d'Action Régional de la SADC sur l'Investissement qui l'accompagne.

Pour encourager la création des chaînes de valeur régionales et la participation aux processus mondiaux, la Région a identifié cinq domaines prioritaires dans lesquels les chaînes de valeur peuvent être établies et pour lesquels des stratégies régionales devraient être développées d'ici 2020.

Ces derniers sont dans les domaines de l'agro-transformation, la valorisation des minerais, les biens de consommation, les biens d'investissement et les services.

Une analyse plus détaillée de la chaîne de valeur est proposée pour des produits et services spécifiques dans les domaines prioritaires.

Dans le cadre du processus de promotion de la participation à la chaîne de valeur, il y a des plans pour développer une loi et un règlement type pour l'agro-transformation intra-SADC, la valorisation des minerais et d'autres activités et services de fabrication.

La réduction et l'élimination des obstacles structurels à l'industrialisation est un autre objectif qui est poursuivi par la SADC. A cet égard, il faut améliorer les capacités de production de l'électricité et faciliter une augmentation dans le développement et l'utilisation des sources renouvelables de l'énergie ainsi que d'assurer un approvisionnement de l'eau adéquate.

Il faut réduire les retards aux ports et aux postes frontaliers et raccourcir la durée du mouvement des marchandises à travers les frontières de la région de la SADC. Cela va impliquer l'harmonisation des procédures transfrontalières au sein de la SADC d'ici 2020.

Le plan d'action propose également un rôle actif pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans le programme d'industrialisation de la SADC. Les PME sont une variable importante dans les plans de développement de la SADC, représentant 90 pourcent de toutes les entreprises et représentant plus de 50 pourcent des emplois. □



La SADC cible une meilleure productivité agricole

par Kizito Sikuka

LA SITUATION en matière de Sécurité Alimentaire en Afrique Australe est restée modérée au cours de dernières années en raison de divers facteurs, qui entravent les efforts visant une intégration approfondie et la promotion d'un développement durable.

Selon les Systèmes d'Alerte Rapide et d'Évaluation de la Vulnérabilité de la SADC, au moins 27 millions de personnes – environ neuf pourcent de la population de la Région – vivent dans l'insécurité alimentaire en raison de la mauvaise campagne agricole 2015/16.

La mauvaise campagne agricole était largement en

raison de la faible pluviosité, principalement entraîné par le phénomène El Niño jamais enregistré en Afrique Australe depuis 35 ans.

Donc, que fait la SADC pour faire face à la situation en matière de sécurité alimentaire pour assurer le développement durable?

La Région a établi une équipe d'intervention régionale El Niño chargée de coordonner une intervention régionale aux impacts du phénomène El-Niño 2015/16 sur les moyens de subsistance en collaboration étroite avec les Etats membres.

L'Équipe d'Intervention El Niño de la SADC a été établie en mai suite à une directive par le Conseil des Ministres de la

SADC qui s'est réuni en mars.

Jusqu'à présent, l'équipe a préparé un appel régional sur la sécheresse pour assistance en vue de mobiliser des ressources afin de répondre aux besoins des personnes qui ont besoin d'un appui humanitaire dans la Région.

Le Président sortant de la SADC, le Président Seretse Khama Ian Khama du Botswana a lancé un appel régional s'élevant à US 2,7 milliards.

Jusqu'à présent des ressources significatives ont été mobilisées depuis le lancement de l'appel en juillet.

"Suite au lancement de l'appel, la Région a reçu une assistance et des engagements de la part d'un certain nombre partenaires, y compris l'Union Européenne, les Etats-Unis et le Japon," a dit la Secrétaire Exécutive de la SADC, Stergomona Lawrence Tax.

La SADC a également adopté un certain nombre de mesures pour révolutionner le secteur agricole, qui contribue entre quatre et 27 pourcent du Produit Intérieur Brut de la Région, et environ 13 pourcent du total des recettes d'exportation.

Les mesures incluent la promotion des investissements dans la recherche et un meilleur accès aux ressources financières pour les petits agriculteurs.

Les autres stratégies sont des mesures visant le renforcement des capacités pour la diffusion des technologies de recherche aux agriculteurs, notamment les petits exploitants agricoles, qui constituent la majorité des agriculteurs au sein de la Région.

L'accès à de telles informations est critique pour la planification, notamment lorsque les agriculteurs veulent diversifier dans les nouvelles cultures ou de nouveaux animaux.

Concernant le développement des infrastructures hydrauliques,

la SADC investit dans l'irrigation afin de permettre aux agriculteurs de produire des cultures tout au long de l'année et de ne pas dépendre uniquement des conditions climatiques.

Il y a un grand potentiel pour irrigation dans la SADC puisque la Région est dotée de vastes courses d'eau telles que les fleuves Congo, Zambèze, Kavango, Orange-Senqu et Limpopo.

Le Plan du Secteur de l'Eau du Plan Directeur de Développement des Infrastructures Régionales de la SADC contient au total 34 projets d'infrastructure visant à améliorer l'accès à l'eau dans la Région.

Au niveau national, différents Etats membres de la SADC renforcent les capacités de leurs agriculteurs afin d'adopter de nouvelles technologies et veiller à ce que ces derniers obtiennent une productivité accrue par unité de superficie de terres, au lieu d'augmenter la superficie des terres cultivées.

Les pays individuels améliorent également leurs installations de stockage afin de permettre aux agriculteurs de stocker leur récolte à utiliser pendant les mauvaises campagnes agricoles. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, les pertes post-récolte des cultures sont estimées à 40 pourcent en Afrique Australe.

La SADC a finalisé la Politique Agricole Régionale qui a été adoptée en 2014. Le plan vise à assurer une sécurité alimentaire à long terme et une réduction de la vulnérabilité sociale et économique de la population de la Région en améliorant la production agricole durable étant donné l'évolution des conditions socioéconomiques et climatiques. □

La SADC établit un Institut des Eaux Souterraines

La SADC a établi un centre régional d'excellence en matière d'eaux souterraines qui va agir comme plateforme pour la mise en œuvre du Programme de Gestion Durable des Eaux Souterraines dans les Etats membres de la SADC.

L'Institut de Gestion des Eaux Souterraines de la SADC (SADC-GMI) est abrité au sein de l'Université de Free State à Bloemfontein (Afrique du Sud) au nom et sous l'égide stratégique de la Direction des Infrastructures et des Services du Secrétariat de la SADC.

SADC-GMI a été lancé le 20 septembre lors d'une cérémonie à laquelle y ont participé des représentants provenant des ministères chargés de l'eau dans les Etats membres de la SADC.

Le Centre va collaborer avec les Etats membres pour promouvoir la gestion des eaux souterraines et la conception des solutions pour les défis liés aux eaux souterraines dans la région de la SADC à travers des interventions de renforcement des capacités, la formation, la recherche, l'appui du développement des infrastructures, et en facilitant un dialogue et des échanges des informations sur les eaux souterraines.

L'une des priorités immédiates du SADC-GMI sera de se baser sur les accomplissements passés et actuels liés à la gestion des eaux souterraines au sein de la Région.

Le Directeur du SADC-GMI, James Sauramba a dit que sa vision est de s'assurer que les questions relatives à la gestion des eaux souterraines soient priorisées dans les discours nationaux et internationaux portant sur la gestion des eaux, et que ces dernières soient intégrées dans la législation ou les politiques sur l'eau en Afrique Australe. □



Les Experts de la Météo prévoient des pluies abondantes cette saison

par Admire Ndhlovu

LES PREVISIONS pour la campagne agricole 2016/17 en Afrique Australe indique que la plupart des parties de la Région peuvent attendre des pluies adéquates après deux années successives de sécheresses débilatantes.

Au cours de la période allant d'octobre à décembre la plupart de la Région doit recevoir de fortes précipitations, caractérisées comme "une pluviosité normale ou supérieure à la normale", et cette situation doit continuer dans la plupart des parties de la Région jusqu'en janvier à mars 2017, selon une déclaration publiée par le 20ème Forum Régional de l'Afrique Australe sur les Perspectives Climatiques (SARCOF-20).

Toutefois, la partie Nord de la Région peut s'attendre à des pluies "normales ou inférieures à la normale" au début et à la fin de cette période, comprenant la partie à extrême nord de la République Démocratique du Congo (RDC), le Nord de l'Angola, la plupart de la Tanzanie, le Nord du Mozambique, et les Etats insulaires de Seychelles et l'Est de Madagascar.

Il peut y avoir une réduction des pluies au cours de la période allant de novembre à janvier dans certaines parties de la Région, y compris dans l'Ouest du Botswana, l'Est de la RDC, le Nord du Mozambique, l'Ouest de la Zambie et le Sud de la Tanzanie.

Les schémas de précipitations prévus sont présentés avec des cartes qui montrent l'ensemble de la région de la SADC recevant des pluies normales et supérieure à la normale durant la période de décembre 2016 jusqu'en février 2017, à l'exception de l'Est de la Tanzanie et l'Est de Madagascar.

Toutefois, il y a souvent une période sèche en janvier, et la prochaine saison devrait être caractérisée par une courte période sèche au cours de cette période dans plusieurs parties de la Région.

Durant la période de janvier à mars 2017, la pluviosité doit diminuer dans la partie Nord de

la Région, ainsi que dans les parties Sud du Zimbabwe et du Mozambique, dans l'Est du Botswana et le Nord et le Centre de l'Afrique du Sud.

Ces prévisions offrent une estimation éclairée et ne traitent pas la cohérence de la pluviosité durant ces périodes.

La prévision a été formulée par des scientifiques spécialistes du climat provenant des Services Météorologiques et/ ou Hydrologiques Nationaux dans les 15 Etats membres de la SADC et le Centre de Services Météorologiques de la SADC, avec des contributions additionnelles provenant des autres centres de prévision météorologiques mondiaux.

Leur déclaration note que les perspectives sont pertinentes uniquement aux échelles saisonnières et aux surfaces relativement étendues et peut ne pas couvrir tous les facteurs locaux et inter-saisonniers qui influencent la variabilité du climat, qui peuvent être interprétés et actualisés par les services météo et hydrologiques nationaux.

SARCOF se réunit chaque année en août pour examiner la saison des pluies dans la SADC, et discuter les impacts potentiels des perspectives consensuelles climatiques saisonnières sur les secteurs socioéconomiques y compris la gestion des risques de catastrophes, la sécurité alimentaire, la santé, les ressources en eau et la gestion de l'énergie hydraulique.

La déclaration émise par les scientifiques spécialistes du climat dit qu'ils "ont pris en considération des facteurs océaniques et atmosphériques qui influencent notre climat dans la région de la SADC. En particulier, le phénomène El Niño-oscillation australe devrait changer du chaud, passant par la phase neutre à la phase froide, également connu sous le nom de La Niña, durant une bonne partie de la saison des pluies."

Plusieurs régions des zones tropicales et des sous-tropiques mondiales affichent des anomalies climatiques qui correspondent à El Niño-

oscillation australe, un phénomène naturel qui implique une fluctuation des températures océaniques dans la Pacific équatorial.

En Afrique Australe, le phénomène El Niño est caractérisé par la sécheresse alors que La Niña est associé aux conditions humides et aux inondations.

Alors que l'humidité accrue du sol devrait améliorer la productivité des cultures, il y a un risque d'inondations qui pourraient détruire les cultures et avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire. Il est possible qu'il y ait des dommages sur les infrastructures. Les incidences accrues du paludisme et des maladies d'origine hydrique sont souvent associées aux fortes pluviosités.

Le Mozambique, par exemple, fait face aux risques de cyclone en raison de l'augmentation des cyclones tropiques qui se forment dans le canal du Mozambique, avec une possibilité de déplacement des personnes.

Les Gouvernements dans la Région prennent des mesures proactives pour se préparer au changement du régime de précipitations et son impact sur les moyens de subsistance et les secteurs économiques.

Les Organisations de Bassin Fluvial telles que la Commission du Zambèze, la Commission du

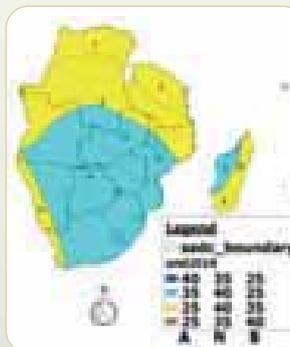
Limpopo et la Commission du fleuve Orange-Senqu renforcent le partage de données et d'information, qui est crucial pour l'alerte rapide et la préparation, en particulier, en cas d'inondation. Les commissions ont déjà établi des systèmes de partage de données et d'information.

Au niveau régional, le Centre de Services Climatiques de la SADC est en train d'établir un Centre de Traitement de Données Climatiques afin de fournir des informations d'alerte rapide en temps opportun telles que des prévisions des inondations et des sécheresses potentielles, le début de la saison des pluies, ainsi que les conseils et les informations climatiques.

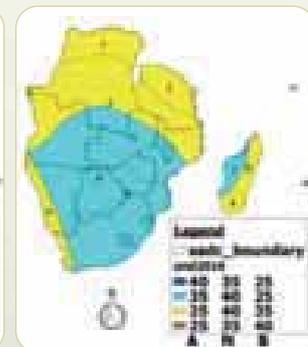
Ces derniers sont critiques dans le développement des systèmes d'alerte rapide efficaces pour les sécheresses et les inondations afin de maximiser l'opportunité pour la mise en œuvre des stratégies d'intervention visant à améliorer la sauvegarde de la vie et des biens et la réduction des dommages causés par les inondations.

Les événements climatiques tels que El Niño et La Niña sont des phénomènes qui évoluent lentement, dont on peut prévoir le pic des mois en avance. La fourniture des conseils et des alertes rapides peut aider à réduire la vulnérabilité aux impacts. sardc.net

La Prévision de la Pluviométrie pour la Période Octobre-Décembre 2016



La Prévision Pluviométrique pour la Période Janvier-Mars 2017



* A – Supérieure à la Normale; N – Normale; B – Inférieure à la Normale
 ** Les chiffres montrent la possibilité (% possibilité) d'avoir des Pluies Supérieure à la Normale, Normale ou Inférieure à la Normale dans chaque Région



Vers une "force unie" sur la mobilisation des ressources

par Joseph Ngwawi

LE PRÉSIDENT de la SADC le Roi Mswati III du Royaume du Swaziland a pris un engagement pour faire pression pour la finalisation de l'établissement d'un Fonds pour assurer la durabilité du programme d'intégration régionale.

Le Roi Mswati a dit qu'il utiliserait son mandat pour s'assurer que "le nombreuses initiatives lancées par la SADC au cours de dernières années se transforment en réalité pour le bénéfice de nos populations."

Dans son discours d'acceptation peu après avoir pris la relève du Président Seretse Khama Ian Khama du Botswana, le Roi Mswati a dit que le manque de ressources a freiné la réalisation du plein potentiel de la SADC.

"Nous avons atteint un point où, en tant qu'Etats membres, nous devons montrer un engagement pour nos objectifs en contribuant à un Fonds qui servirait comme un capital de démarrage pour nos programmes et projets dans les différents secteurs," a-t-il dit, faisant référence au Fonds de Développement Régional de la SADC qui a fait l'objet des discussions pendant plusieurs années.

Il a dit qu'une fois opérationnel, le Fonds serait utilisé comme "garantie au fur et à mesure que l'on s'efforce à mobiliser des ressources financières provenant des sources externes à fin de mettre en œuvre des projets d'infrastructure au sein de la Région."

Au cours de son mandat en tant que Président de la SADC, le Swaziland a l'intention de se concentrer sur la mobilisation des ressources provenant des Etats membres de la SADC et des Partenaires Internationaux de Coopération (PIC).

La question d'un dispositif de financement durable pour le

programme d'intégration régionale existe depuis 2006 lorsque les leaders de la Région ont reconnu que les progrès vers l'intégration régionale étaient extrêmement lents et exigent plus d'engagement par les Etats membres afin de réaliser l'objectif d'un avenir commun pour l'Afrique Australe.

Dix ans plus tard, la question est toujours d'actualité mais cette dernière est maintenant traitée avec plus de vigueur.

Le Roi Mswati a dit qu'il est important pour les Etats membres d'opérationnaliser le Fonds de Développement Régional de la SADC proposé pour s'assurer que la Région soit capable de complètement prendre en charge son programme d'intégration, qui dépend actuellement d'un appui externe.

Il est estimé que seulement neuf pourcent des projets régionaux sont actuellement financés par les Etats membres de la SADC alors que le reste, soit 91 pourcent, provient des PIC. La situation a compromis l'appropriation et la durabilité des programmes régionaux.

"Nous devons donc, parler avec une seule voix pour la mobilisation des ressources. On dit qu'une force unie est plus forte qu'une force unilatérale. La SADC représente une force unifiée, donc nous espérons que nous pouvons renforcer nos capacités et parler comme une famille," a-t-il dit.

Au cours de dernières années, la Région a poursuivi avec vigueur un programme d'intégration économique impliquant la mise en œuvre de la Stratégie et la Feuille de Route de l'Industrialisation de la SADC et le Plan Directeur de Développement des Infrastructures Régionales de la SADC.

La mise en œuvre des deux documents stratégiques exige plusieurs milliards de dollars, les

fonds que la Région a eu du mal à mobiliser au cours de dernières années.

Selon un document publié lors du 33ème Sommet de la SADC à Lilongwe (Malawi) en août 2013, un travail préparatoire avait déjà été abattu concernant l'établissement du Fonds.

A l'époque il y avait des suggestions que 51 pourcent des parts du Fonds devaient appartenir aux Etats membres, contre 37 pourcent réservé au secteur privé et 12 pourcent pour les PIC.

Il a également été proposé que le Fonds aura un capital de démarrage de US\$1,2 milliards, et les Etats membres doivent contribuer US\$612 millions alors que le secteur privé doit contribuer US\$444 millions des du capital social et US\$144 doivent venir des PIC.

Selon cette proposition, la souscription d'actions se ferait sur une période de cinq ans en tranches égales. La première souscription doit être payée au cours de la première année après l'entrée en vigueur du Fonds.

Les actions non souscrites à la fin de la cinquième année seraient affectées à d'autres Etats membres sur base de leur capacité de payer.

La proposition était d'avoir les premiers 25 pourcent des actions réparties à parts égales entre les Etats membres et les membres seront tenus de contribuer. Les 26 pourcent restants seraient attribués en fonction de la capacité économique.

En plus de la création du Fonds de Développement Régional de la SADC, la Région est également en train d'engager des consultants pour développer un Cadre de Mobilisation des Ressources de la SADC (Sources alternatives de financement des Programmes Régionaux de la SADC).

Le Cadre va explorer sept différentes sources alternatives



de financement, mais liées, afin de déterminer comment l'espace fiscal pourrait être créé afin de permettre aux Etats membres de financer les programmes, projets et activités régionaux.

Les sources possibles incluent la lutte contre des Flux Financiers Illicites (IFF); la création d'un système de loterie régionale; et l'exploitation des ressources provenant d'un réseau proposé de philanthropie et une base de données des entreprises du secteur privé.

On estime que l'Afrique perd des ressources d'une valeur s'élevant à US\$150 milliards annuellement à travers les IFF ou "la fuite illicite des capitaux", principalement à travers l'évasion fiscale, et le mal calcul du prix des marchandises et des services par les entreprises multinationales, selon une étude récente commanditée par l'Union Africaine. □



L'Université régionale de la SADC sur l'innovation

L'AFRIQUE AUSTRALE pourrait bientôt avoir une institution chargée de former ses citoyens en matière d'innovation et d'entrepreneuriat au moment où la Région intensifie les efforts visant à se transformer en région industrialisée.

L'Université de Transformation de la SADC est l'une des initiatives proposées par le nouveau Président de la SADC, le Roi Mswati III du Swaziland, afin d'améliorer la productivité industrielle.

Il a dit que l'établissement de l'Université "sera le prochain jalon dans notre voyage qui a commencé en 1980."

"L'Université pour la Transformation va offrir des services en terme d'éducation et de formation, en utilisant l'éducation et la formation technique et professionnelle," a dit le Roi Mswati.

"Cette initiative va donner un nouveau espoir et des chances à nos jeunes et femmes. L'intention est d'avoir les étudiants de la première promotion admis avant la tenue du 37ème Sommet de la SADC en 2017."

L'université proposée sera une intervention en temps opportun qui doit compléter la Stratégie et la Feuille de Route de l'Industrialisation de la SADC 2015-2063.

La stratégie et sa feuille de route est mise en œuvre en trois phases, couvrant les trois principaux piliers – l'industrialisation, la compétitivité et l'intégration régionale.

La première phase couvre la période entre 2015 et 2020. La seconde phase suit, couvrant une période de 30 ans de 2021-2050, alors que la phase finale devrait être entre 2051 et 2063, s'alignant avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

La première phase de la Stratégie et la Feuille de Route de la SADC impliquera la mise en œuvre des mesures visant à transformer la base de production de la Région ainsi que d'améliorer la qualité du capital humain et la productivité du travail.

Le SWAZILAND a pris l'engagement d'offrir des bourses pour 300 étudiants pour la première promotion de l'Université proposée – 20 étudiants par Etat membre.

Les interventions proposées durant cette phase vont inclure la modernisation de l'industrie et des structures d'appui; des mesures visant l'amélioration des capacités des Etats membres en science, technologie, ingénierie et recherche; le développement des compétences; des réformes institutionnelles; et l'adoption des politiques macroéconomiques favorables pour le développement industriel.

Il est envisagé que l'économie de la SADC va se transformer d'une économie fondée sur les facteurs à une économie obéissant à l'efficacité durant la deuxième phase.

Les mesures vont se concentrer sur la diversification et la productivité des secteurs et l'amélioration de la compétitivité de la Région.

Cela impliquera l'introduction des politiques visant des industries de transformation agroalimentaire; l'introduction des chaînes de valeur impliquant le secteur agricole; la valorisation des minerais; les produits pharmaceutiques; et la transformation des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Les interventions spécifiques proposées durant cette phase vont inclure l'introduction des technologies avancées dans les projets de transformation agroalimentaire; le développement des secteurs agro-industriels; la promotion des chaînes de valeur régionales; la priorisation de la valorisation des minerais; le développement des secteurs industriels de minerais; l'appui des PME impliquées dans l'exploitation minière; et l'accès aux finances.

Durant la troisième et dernière phase, l'économie régionale devrait se transformer davantage, grâce à des niveaux très élevés d'innovation et de sophistication des entreprises.

Cela nécessite un investissement accru en matière

de connaissances, le développement des compétences uniques, la promotion de l'innovation ainsi que celle de la compétitivité et l'approfondissement de la culture d'entrepreneuriat.

Le Roi Mswati a noté que l'université proposée contribuera grandement à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie et la Feuille de Route de l'Industrialisation de la SADC ainsi que d'autres initiatives d'intégration régionale en Afrique Australe.

Il a dit qu'il est important que la Région adopte "des processus de réflexion qui encouragent la pensée positive tels que la stratégie de l'océan bleu."

La SADC est en train d'examiner des stratégies visant à adopter le concept de l'économie bleue qui considère des océans comme "des espaces de développement" où une planification coordonnée comprend la conservation, l'utilisation durable, l'extraction des ressources pétrolières et minérales et le transport maritime.

Le concept de l'économie bleue est une initiative qui a été lancée par des Petits Etats Insulaires en Voie de Développement (PIED) mais également pertinent par rapport aux Etats côtiers ayant des intérêts dans les eaux situées en dehors des juridictions nationales.

Le concept met l'accent sur la conservation et la gestion durable des océans et complète l'économie verte.

Il reconnaît la productivité de la santé des écosystèmes marins comme un moyen de sauvegarder les économies durables axées sur les océans, ainsi que de s'assurer que les PIED et d'autres pays côtiers bénéficient de leurs ressources marines.

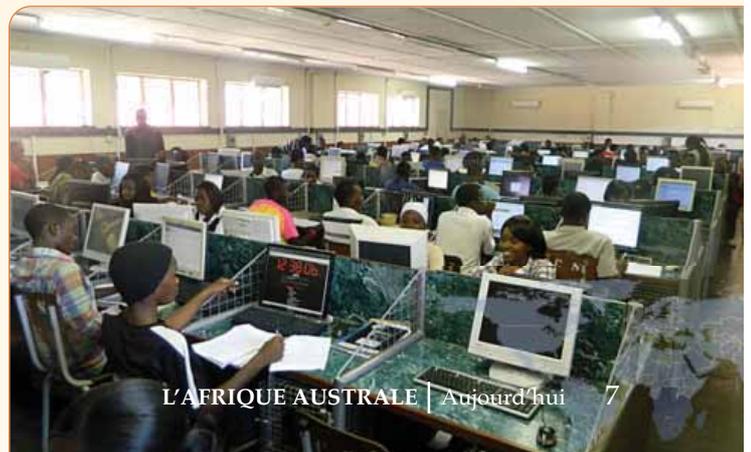
La protection et la régénération des ressources marines sont des questions prioritaires pour les Etats côtiers dont les ressources marines contribuent significativement au bien-être socioéconomique du pays.

Le concept est approprié pour la région de la SADC puisque plus de la moitié de ses 15 Etats membres sont des pays côtiers ou océaniques.

Huit Etats membres de la SADC sont des Etats côtiers ou océaniques – l'Angola, Madagascar, Maurice, le Mozambique, la Namibie, Seychelles, l'Afrique du Sud et la République-unie de Tanzanie.

La stratégie de développement de l'économie bleue est arrivée au moment opportun pour la région de la SADC, où il y a eu d'importantes découvertes d'importantes réserves pétrolières et gazières offshore au Mozambique, en Namibie et en Tanzanie au cours de dernières années.

La découverte récente des réserves du gaz naturel dans un certain nombre des pays d'Afrique Australe montre qu'il y a un grand potentiel pour l'exploitation de la ressource dans une Région qui est confrontée par un déficit énergétique paralysant. □





La SADC lance de nouvelles publications qui suivent l'intégration régionale

L'ACCES AUX informations fiables et précises est essentiel pour la réalisation de l'intégration régionale et du développement durable en Afrique Australe, a dit la Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr. Stergomena Lawrence Tax lorsqu'elle assistait au lancement de quatre nouvelles publications de la SADC lors du 36ème Sommet de la SADC tenu au Royaume du Swaziland.

Elle a dit que la disponibilité de l'information permet aux citoyens de participer au programme d'intégration en les éduquant et informant des avantages d'appartenir à une communauté commune de l'Afrique Australe.

"Ceci est un moment de joie et de fierté pour la Région lorsque nous dévoilons de nouvelles publications qui visent à permettre aux citoyens de la SADC, et aux partenaires régionaux et internationaux d'obtenir des informations correctes et actualisées sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes régionaux en termes de réalisations et des questions émergentes sur le programme d'intégration régionale," a dit Dr Tax.

"Les publications devraient fournir des informations nécessaires pour orienter la prise de décision éclairée et de se refocaliser sur les efforts visant à accroître l'impact et de créer un rapport qualité-prix," a-t-elle dit.

Les quatre publications qui ont été lancées traitent l'énergie, le genre, la traite des personnes, et la gestion de la transformation économique.

La *SADC Energy Monitor*, la première en son genre en Afrique Australe, documente les progrès réalisés par les Etats membres vers la mise en œuvre des politiques et des initiatives énergétiques de la SADC, y compris le Protocole de la SADC sur l'Énergie.

La publication se concentre sur trois secteurs principaux de l'énergie qui sont particulièrement pertinents pour la SADC, l'électricité, l'énergie



renouvelable/ l'efficacité énergétique et le pétrole et le gaz – et montre que des progrès significatifs ont été réalisés jusqu'à présent par les Etats membres dans la mise en œuvre de différentes politiques visant à répondre à la situation énergétique paralysante au sein de la Région, malgré les défis.

Si tous les activités, projets et programmes prévus sont mis en œuvre conformément au programme, la SADC devrait être autosuffisante en matière d'énergie en 2020.

Le Vérificateur de Genre et de Développement 2016, qui est la sixième édition, présente un aperçu des progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements régionaux visant la réalisation de l'égalité entre les sexes et l'équité conformément au Protocole de la SADC sur le Genre et le Développement.

La publication montre que la plupart des pays dans la Région ont réalisé des progrès vers l'égalité hommes-femmes et l'équité dans les différents secteurs, et tous les Etats membres ont augmenté le nombre des femmes dans certains niveaux de prise de décision, mais n'ont pas pu atteindre la cible de 50:50 en 2015.

En plus de la gouvernance, le rapport couvre les cadres constitutionnels et juridiques, l'éducation et la formation, la santé, les ressources de production et l'emploi, la violence sexuelle et sexiste, la consolidation de la paix et la



résolution des conflits, les mécanismes institutionnels et les médias.

L'étude de référence sur la *Traite des Personnes au sein de la Région de la SADC* met en lumière la nature, la portée et l'impact de la traite des personnes au sein de la Région.

Treize Etats membres de la SADC ont une législation spécifique qui traite des personnes. Ces derniers sont l'Angola, le Botswana, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, l'Afrique du Sud, Seychelles, le Swaziland, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

La République Démocratique du Congo et la Namibie sont en train de consolider et de promulguer des législations spécifiques à cet égard puisque ces derniers ont différentes législations à cette fin.

La *Valeur Ajoutée: Une Boite d'Outil Politique pour les Etats membres de la SADC pour la Gestion de la Transformation Economique et le Développement des Chaines de Valeur* est une publication qui fournit des outils et des lignes directrices pour assister les parties prenantes à promouvoir la valeur ajoutée, ainsi augmentant les avantages provenant de leurs produits.

La *SADC Energy Monitor* et le *Vérificateur de Genre et de Développement de la SADC 2016* ont été produits pour la SADC par le Centre de Recherche et de Documentation de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SARDC) avec l'appui de l'Agence Autrichienne pour le Développement.

Les deux autres publications ont été produites par le Secrétariat de la SADC avec l'appui provenant du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement à travers la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Dans son discours lors du lancement, le Chef de Mission à L'Ambassade Autrichienne à Pretoria, Matthias Radoszics a dit que les Partenaires Internationaux de Coopération (PIC) ont pris un engagement de travailler avec la SADC pour faire avancer son programme d'intégration.

Il a dit que les partenaires internationaux sont en train d'aligner leur appui au Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional Révisé (RISDP) 2015-2020 et à la Stratégie et la Feuille de Route de l'Industrialisation de la SADC 2015-2063.

L'Alignement de l'appui aux deux documents régionaux va assurer la mise en œuvre fluide des activités et programmes convenus, ainsi promouvant le développement socioéconomique et l'approfondissement de l'intégration.

La Stratégie et la Feuille de Route de l'Industrialisation de la SADC 2015-2063 vise à accélérer l'élan accru vers le renforcement des avantages comparatifs et compétitifs des économies de la Région.

Le RISDP Révisé est un plan quinquennal qui oriente la mise en œuvre de tous les programmes de la SADC de 2015 jusqu'en 2020. □



Efforts et Avantages de l'Intégration du Genre dans le secteur de l'énergie renouvelable de la SADC

L'ACCES A l'énergie abordable, fiable et moderne est critique pour promouvoir le développement socioéconomique et relever les défis de développement au sein de la région de la SADC, tels que la pauvreté, les inégalités sexuelles et l'insécurité alimentaire.

L'accès à l'énergie peut être un facteur libérateur pour les femmes. La plupart des femmes et des filles au sein de la région de la SADC passent leur temps en train de faire des tâches coûteuses en temps, qui ne sont pas rémunérées et très laborieuses, telles que la collecte des combustibles de biomasse, sans accès aux services énergétiques modernes.

Cela aggrave davantage les inégalités entre les hommes et les femmes puisque de nombreuses femmes, notamment dans les zones rurales et périurbaines, n'ont pas accès aux emplois rémunérés, à l'éducation ou aux possibilités commerciales à cause de ces responsabilités, et cela limite également les options pour l'interaction sociale et politique en dehors du foyer.

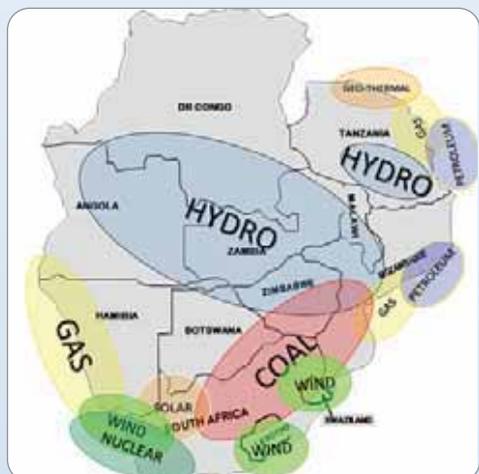
Pour mettre en évidence la situation générale de l'adoption des services de l'énergie renouvelables en Afrique Australe tout en interrogeant les dimensions de sexospécificité de l'accès à ces ressources, le Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe (SARDC) en partenariat avec l'Unité de l'Energie de la SADC et avec l'appui de l'Agence Autrichienne pour le Développement (AAD) ont publié un rapport sur les *Efforts et les Avantages de l'Intégration du Genre dans le Secteur de l'Energie Renouvelable de la SADC*.

Le rapport – le premier de son genre en Afrique Australe – a été publié en août et vise à établir une forte base de preuves sur les avantages de l'intégration du genre dans le secteur et présente les recommandations pour que les Etats membres de la SADC et les institutions intensifient les efforts visant à développer des politiques et des lignes directrices globales pour l'inclusion des femmes et des hommes dans la formulation des politiques énergétiques. Certaines grandes lignes de la publication sont présentées dans le rapport suivant.

La SADC est dotée des sources d'énergie renouvelables

L'Afrique Australe est relativement bien dotées des ressources d'énergie renouvelables, et la Carte donne un aperçu de différentes ressources d'énergie renouvelables disponibles sur le continent de la SADC. Toutefois, les énergies renouvelables représentent seulement 23,5 pourcent du total de la génération de l'électricité au sein de la SADC avec le reste provenant des centrales au charbon.

Ressources d'Énergie, Les Pays Continentaux



Présentation de la SAPP à l'Atelier des Chercheurs sur la Revue du RISDP, Mai 2013

Les Femmes font face aux défis d'accéder aux services d'énergie renouvelable

L'un des défis auxquels la région de la SADC est confrontée est la fourniture des services d'énergie renouvelable à ses populations, et cela a des impacts très différents sur les femmes et sur les hommes.

Les femmes, notamment les femmes rurales, font toujours face aux défis liés à l'énergie et celles-ci sont contraintes à la servitude par le type de source d'énergie disponible pour les besoins liés à la cuisson et l'éclairage.

Les services de base tels que l'électricité pour l'éclairage et les technologies propre de cuisson demeurent un luxe pour plusieurs communautés rurales, et cela a un impact disproportionnel sur les femmes, qui en général ont des responsabilités comme fournisseur et utilisateur final de l'énergie, bien que sur les grandes fermes, l'énergie soit utilisée également pour l'irrigation, notamment par les hommes.

Il faut, donc, investir lourdement dans la recherche, les ressources et la fourniture des solutions de l'énergie propre qui soient favorables aux femmes les plus affectées par les pénuries d'électricité, qui multiplient leur charge de travail.

La Nécessité d'avoir des cadres institutionnels sensibles au genre

Pour que l'Afrique Australe puisse émerger comme un contributeur compétitif et efficace dans l'économie mondiale, elle doit mettre en place des politiques régionales solides de l'énergie renouvelable entre autres priorités de développement.

Malgré les différents efforts qui ont été déployés pour développer des politiques solides, il n'y a toujours pas de cadres politiques sur l'énergie renouvelable qui ont été définies ni des plans directeurs sur l'énergie renouvelable qui prévoient un développement clair et global de ce secteur dans la plus part des Etats membres.

Ces niveaux faibles de pénétration et d'utilisation de l'énergie renouvelable dans l'ensemble de la Région sont largement attribués au manque de mise en œuvre efficace des cadres législatifs et réglementaires qui appuieraient le développement du marché.

En outre, il y a l'insuffisance de mécanismes institutionnels et de capacités techniques à tous les niveaux (expertises locales et capacités gouvernementales) pour la mise en œuvre réussie des programmes et des projets liés à l'énergie renouvelable. Par exemple, très peu de femmes occupent des postes clés de prise de décision en ce qui concerne le développement de l'énergie au sein de la Région. Le tableau montre la structure du genre de certains membres de l'Association Régionale des Régulateurs d'Electricité de l'Afrique Australe (RERA). □

Structure de gouvernance des Membres de RERA

Pays	Organisme de Réglementation	Nombre des Hommes	Nombre des Femmes
Lesotho	Lesotho Electricity and Water Authority (LEWA)	3	3
Malawi	Malawi Energy Regulatory Board, MEW A	4	1
Namibie	Electricity Control Board	1	3
Afrique du Sud	National Energy Regulator South Africa (NERSA)	5	4
Zambie	Zambia Energy Regulatory Board	6	1
Zimbabwe	Zimbabwe Energy Regulatory Authority	3	3

Etude de Cas de l'Afrique de l'Ouest

LA COMMUNAUTÉ Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a développé une politique tournée vers l'avenir qui priorise le genre et des approches centrées sur les femmes à tous les niveaux de développement de l'énergie et de l'énergie renouvelable au sein de la Région. La CEDEAO pense que les défis liés aux inégalités entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'énergie naissent presque tous du manque de considération de l'égalité entre les sexes dans le processus de planification, et, donc, s'efforce de reconnaître les principaux défis et contraintes pour l'égalité entre les sexes dans l'accès à l'énergie à trois niveaux:

- Au niveau politique
- Au niveau du fournisseur d'énergie, que ce soit une utilité publique ou un acteur du marché privé; et
- Au niveau du consommateur d'énergie.

La CEDEAO a entrepris des étapes visant à intégrer l'énergie renouvelable dans ses activités et politiques principalement à travers l'établissement du Centre de la CEDEAO pour les Energies Renouvelables et l'Efficacité Energétique (ECREEE). A travers le centre, la Région a développé et est en train de mettre en œuvre la Politique sur les Energies Renouvelables de la CEDEAO (EREP) qui vise à réaliser l'accès universel à l'énergie dans les zones rurales tout

en assurant la sécurité, la durabilité et l'accès énergétiques. L'EREP comprend les mesures suivantes relatives au genre:

- La politique identifie "l'appui de l'égalité des sexes" et la participation des femmes comme un principe directeur pour sa mise en œuvre. Les approches participatives seront appliquées. La politique a adopté un objectif concret sur l'énergie de cuisson (à égalité avec l'électricité), « rendre universelle la diffusion des cuisinières à haute efficacité (35 pourcent) aux populations urbaines d'ici 2020. » Un objectif de pénétration à 100 pourcent a été fixé pour 2020, et toutes les autres cuisinières seront retirées du marché et leur fabrication sera interdite en 2020.
- EREP exige que chaque Etat membre assure l'intégration du genre à travers le Plan d'Action sur le Genre comme une partie de la Politique Nationale sur les Energies Renouvelables avec des objectifs, des résultats et des activités, etc. Les pays doivent faire le plaidoyer afin d'inclure la politique et la vision du genre dans le cadre institutionnel, et l'ECREEE a été chargé de développer des lignes directrices pour l'intégration du Genre dans les Politiques Nationales sur les Energies Renouvelables. Dans les budgets nationaux, un budget minimum doit être fixé pour les initiatives liées aux Energies Renouvelables pour le genre/ les femmes. □

Les Avantages de l'Intégration du genre dans le secteur de l'énergie renouvelable

DES PREUVES considérables ont montré que l'intégration du genre rend les projets plus efficaces, et entraînent plus de bénéfices pour les femmes ainsi que pour les hommes.

Dans le sous-secteur de l'énergie renouvelable, les projets allant de l'énergie de cuisson et l'accès à l'énergie, à la construction des infrastructures électriques et du pétrole, à la politique et la planification énergétiques commencent à démontrer comment l'opérationnalisation des approches en matière de genre peut améliorer la performance et accroître les bénéfices pour les femmes et les hommes.

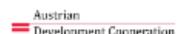
L'éradication de la pauvreté, l'augmentation de la production alimentaire, l'amélioration de la santé et de l'éducation, les possibilités économiques, un

environnement sécurisé et l'autonomisation des femmes sont des facteurs critiques qui peuvent être traités à travers l'intégration du genre dans les initiatives de l'énergie renouvelable afin de faire avancer le développement économique et social au sein de la Région.

L'intégration du genre dans les énergies renouvelables a un certain nombre d'avantages qui améliorent les moyens de subsistance des femmes et des hommes.

L'utilisation de l'énergie propre donne aux femmes et à leurs familles une bouée de survie des conditions potentiellement dangereuses associées au brulage de la biomasse traditionnelle.

L'accès aux services énergétiques modernes donne du temps aux femmes et aux filles de se concentrer sur d'autres poursuites économiques et sociales telles que investir dans des activités entrepreneuriales et éducatives. □





LA SADC adopte le Protocole Révisé sur le Genre et le Développement

par Nyarai Kampilipili and
Idaïshe Chengu

LE PROTOCOLE révisé pour la promotion de l'égalité et l'équité entre les sexes dans l'Afrique Australe qui a été adopté par le 36^{ème} Sommet de la SADC en août vise à aligner le protocole aux nouvelles questions émergentes.

Le Protocole Révisé de la SADC sur le Genre et le Développement contient de nouvelles dispositions sur les défis émergents relatifs au genre, y compris le changement climatique, les mariages des enfants, la santé sexuelle et génésique et les droits génésiques, le genre dans les médias, l'information et la communication.

La nouvelle entrée sur le genre et le changement climatique exige que les Etats Parties développement des politiques, stratégies et programmes qui traitent des questions relatives au changement climatiques conformément au Protocole de la SADC sur l'Environnement et le Développement Durable.

L'Article 31 du protocole exhorte les Etats membres d'évaluer les différentes conséquences sexospécifiques du changement climatique et mettre en place des mesures efficaces pour l'adaptation et la résilience.

Le changement climatique est une menace émergente aux moyens de subsistance et peut aggraver les menaces environnementales telles que la déforestation, la rareté de ressources en eau et la dégradation des terres, qui, souvent, affectent les groupes les plus pauvres et les plus marginalisés, notamment ceux qui dépendent des moyens de subsistance sensibles au climat tels que les agriculteurs.

Le Protocole révisé traite également des pratiques nuisibles telles que les mariages forcés et précoces. L'Article 8 du Protocole stipule que "le mariage est interdit à tout enfant de moins de 18 ans" et les autres articles

défavorables aux droits de l'homme ont été alignés aux instruments de droits de l'homme tels que la Convention sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDAW) et la Convention relatif aux Droits de l'Enfant.

Cette disposition est en conformité avec la décision de l'Union Africaine de fixer l'âge minimal pour le mariage à 18 ans, conformément à la définition d'un enfant comme toute personne âgée de moins de 18 ans.

Les mariages précoces font parties des facteurs contribuant aux progrès lents dans la réduction de la mortalité maternelle puisque la majorité des femmes qui meurent pendant l'accouchement sont des jeunes mères.

Le protocole révisé exige que les Etats parties avec des dispositions dans leurs constitutions ou lois qui autorisent les mariages précoces les révisent, en vue de cibler l'éradication des mariages précoces.

Pour s'attaquer aux violations qui impactent sur la santé génésique et sexuelle des femmes, les Etats membres sont exhortés de développer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à traiter

les besoins des femmes et des hommes en matière de santé mentale, sexuelle et génésique.

Le protocole exhorte les Etats membres d'assurer la fourniture de l'hygiène et des installations sanitaires et des besoins nutritionnels des femmes y compris des femmes en prison.

L'Article 5 du protocole révisé invite les Etats membres de mettre en place des mesures faisant particulièrement référence aux femmes afin d'éliminer tous les obstacles qui les empêchent de participer de manière significative dans tous les domaines de vie et de créer un environnement propice pour une telle participation.

Le protocole a maintenant un langage neutre qui assure l'inclusion des politiques sensibles au genre pour les hommes et les femmes. L'Article 10 par exemple exhorte la protection législative pour les veuves et les veufs, et parle maintenant d'une même protection pour les maris et les épouses alors que l'Article 11 inclut maintenant l'exigence pour la protection du garçon et de la fille.

Selon le Vérificateur de Genre et de Développement de la SADC 2016, les hommes dominent toujours l'actualité et bien que les médias aient intégré le genre dans leurs politiques, le nombre

de femmes qui participent dans les médias dans la plupart des pays demeure faible.

Le protocole révisé traite cette question en préconisant la représentation égale des hommes et des femmes dans les structures de prise de décision dans les médias, et l'appropriation des médias.

Les dispositions du protocole révisé sont alignées aux Objectifs de Développement Durable (ODD) qui ont été adoptés par l'Assemblée Générale des Nations Unies fin septembre qui fournissent des cibles et des objectifs qui vise à mettre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au centre du programme mondial.

Le protocole révisé ne dispose plus de délais spécifiques pour la mise en œuvre des objectifs spécifiques. Par exemple, l'objectif de 50:50 pour la représentation égale dans la prise de décision dans les secteurs publics et privés n'est plus stipulé dans le protocole.

Les Etats parties doivent assurer une représentation "égale et efficace" des femmes dans les postes de prise de décision dans les secteurs politiques, publics et privés y compris l'utilisation des mesures spécifiques en termes de l'Article 5. Le protocole révisé parle maintenant des "mesures spéciales" plutôt que la "discrimination positive".

L'Article 5 invite chaque Etat partie de mettre en place des mesures spéciales avec une référence particulière aux femmes afin d'éliminer les obstacles qui empêchent les femmes de participer significativement dans tous les sphères de la vie, et de créer un environnement propice pour une telle participation.

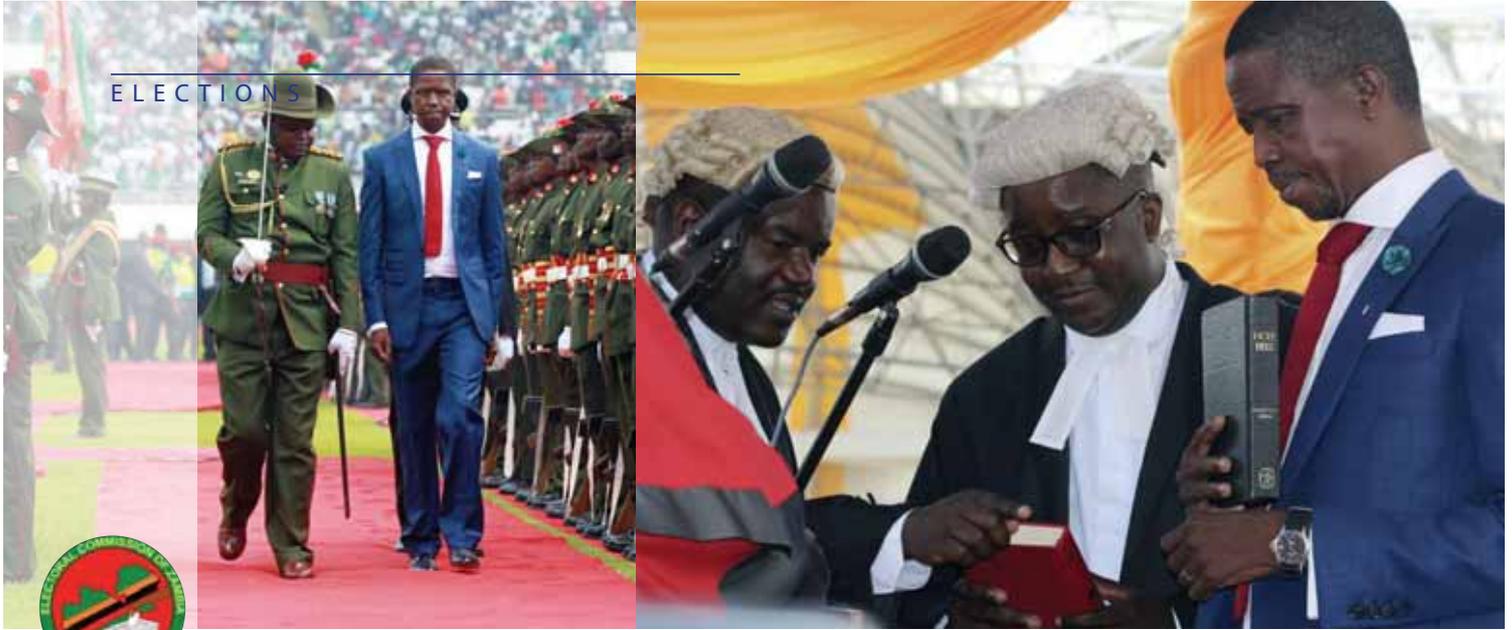
La promotion de l'égalité entre les sexes est l'un des principaux piliers de l'Agenda 2063 de l'UA, figurant en bonne place dans toutes les sept aspirations pour le continent pour les 47 prochaines années. □

Etat de la Signature et de la Ratification du Protocole de la SADC sur le Genre et le Développement

LE PROTOCOLE de la SADC sur le Genre et le Développement est entré en vigueur en 2013 suite à sa ratification par la majorité requise de deux tiers des Etats membres.

Les Etats membres de la SADC qui ont ratifié le protocole, et qui sont ainsi des parties au protocole, sont l'Angola, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, Seychelles, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la République-unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Leur tâche maintenant est de domestiquer le Protocole à travers la législation nationale pour que ce dernier devienne la loi au niveau national.

Lors de sa ratification, trois autres Etats membres étaient des signataires au Protocole mais n'avaient pas encore ratifié le protocole (la République Démocratique du Congo, Madagascar et le Malawi) alors que le Botswana et Maurice ne l'ont pas encore signé.



Edgar Lungu a prêté serment en tant que Président

“LES ELECTIONS ont été tenues... Nous savons que les élections, tout comme toute entreprise compétitive ont la capacité de faire surgir des aspects les plus égoïstes de notre humanité.”

“Prenons cette occasion pour oublier nos différents points de vue qui nous ont divisé. La tentation de croire que seules nos solutions sont les meilleures est une déficience humaine enracinée.”

Ces mots ont été prononcés par le nouveau Président élu de la Zambie, le Président Edgar Lungu le 13 septembre lors de la cérémonie inaugurale lorsqu’il a tendu un rameau d’olivier à l’opposition et a lancé un appel en faveur de la paix et de l’unité nationale.

“La prospérité pour tous ne peut pas être réalisée dans un âpre environnement. Le développement ne peut pas avoir lieu sans la paix. Sans la paix, les accomplissements actuels peuvent être facilement mis en péril, sans la paix, il ne peut pas y avoir une stabilité au sein de la nation,” a-t-il dit, en ajoutant que “c’est uniquement dans un environnement pacifique que nous pouvons nous baser sur nos accomplissements et réaliser une plus grande prospérité pour tous.”

Le Président Lungu a dit qu’il va s’assurer que tous les Zambiens en dépit de leurs affiliations politiques bénéficieront de diverses activités, programmes et projets socioéconomiques initiés par le Gouvernement.

“La Zambie appartient à tous ceux qui y vivent et travaillent...Même ceux qui n’ont pas voté pour moi, je ne vous décevrai pas.”

Il a dit que sa priorité sera l’amélioration des domaines clés de l’économie y compris l’agriculture, les services de santé et l’éducation ainsi que la diversification de l’économie, qui dépend principalement de l’exploitation minière du cuivre.

“Je vais diriger une révolution verte qui doit aboutir à une sécurité alimentaire nationale durable grâce aux actions individuelles de chacun d’entre nous,” a-t-il dit.

“Notre nouvelle mission doit maintenant être de nous donner également la capacité et la confiance de prendre notre propre destin en main. Nous devons commencer à sevrer notre économie de la mono économie dominée par l’exploitation minière du cuivre. Dans l’exercice de cette nouvelle mission, nous devons promouvoir et pérenniser l’agriculture pour qu’elle devienne l’un des principaux moteurs de notre programme de diversification.”

Concernant les cas de violence qui se sont produits dans la période pré et post-électorale, il a dit qu’une enquête visant à déterminer les causes et à identifier les auteurs serait établie “pour que la nation puisse tirer des leçons de telles erreurs.”

Lungu, qui est le leader du Front Patriotique (PF), a remporté les élections présidentielles le 11 août après avoir obtenu 1 860 877 voix au total contre 1 760 347 voix obtenues par son plus proche adversaire, Hakainde Hichilema du principal parti de l’opposition Le Parti Uni pour le Développement National (United Party for National Development (UPND)).

Toutefois, sa cérémonie d’assermentation a été retardée pendant presque un mois après que Hichilema ait saisi la cour de justice pour protester les résultats du scrutin et voulait que Lungu soit disqualifié en raison d’avoir triché l’élection et incité à la violence.

La Court Constitutionnelle de la Zambie a rejeté la demande le 9 septembre, après quoi Hichilema a saisi la Court Suprême de la Zambie, qui a également rejeté sa demande le 12 septembre, ouvrant la voie pour la cérémonie d’inauguration tenue le 13 septembre à laquelle y ont participé des dirigeants provenant de la Région et de l’Ensemble de l’Afrique.

Selon la loi qui a été introduite en janvier, le gagnant d’une élection présidentielle ne peut pas prêter serment si sa victoire est contestée au tribunal.

Les voix obtenues par Lungu étaient suffisantes pour obtenir au moins 50 pourcent des votes valides conformément à l’amendement à la Constitution zambienne adopté en janvier.

Lungu a amassé 50,3 pourcent des votes valides contre Hichilema, qui a obtenu 47,67 pourcent des votes.

En vertu de l’ancienne Constitution zambienne, le Président était élu en utilisant le système électoral du scrutin majoritaire uninominal à un tour selon lequel le candidat qui obtient le nombre le plus élevé des votes était élu, même si ce dernier avait obtenu moins de 50 pourcent de votes valides exprimés.

La colistière de Lungu, Inonge Wina, a prêté serment en tant que vice-Président, la première femme à accéder à ce poste.

L'Opposition gagne les élections parlementaires aux Seychelles

LE PEUPLE Seychellois a voté pacifiquement lors des élections parlementaires historiques du 8 au 10 septembre qui ont abouti à la victoire par une coalition de l'opposition qui a remporté la majorité des sièges au parlement pour la première fois dans l'histoire de l'Etat insulaire.

Selon les résultats finaux publiés par la Commission Electorale de Seychelles (ECS), la coalition Linyon Demokratik Seselwa (LDS) a gagné 15 sièges directement élus et 4 sièges proportionnels alors que le Parti au pouvoir Lepep a gagné 10 sièges directement élus et quatre sièges proportionnels.

Un troisième parti, le Mouvement Patriotique de Seychelles (Seychelles Patriotic Movement), a gagné zéro siège.

La coalition LDS est composée des quatre partis – le principal parti de l'opposition Seychelles National Party, Lalyans Seselwa (Alliance Seychelloise), Seychelles Party for Social Justice and Democracy (Parti Seychellois pour la Justice Sociale et la Démocratie) et Seychelles United Party (Parti-Uni de Seychelles).

Les résultats signifient que la sixième Assemblée Nationale aura 19 membres provenant de LDS et 14 provenant du Parti Lepep.

Lors de dernières élections parlementaires tenues en 2011, le Parti Lepep avait retenu tous les 25 sièges directement élus et sept sièges proportionnels supplémentaires.

L'Assemblée Nationale aux Seychelles est composée de 25 sièges directement élus et huit sièges proportionnels.

Au total, 62 939 personnes, sur 71 932 d'électeurs enregistrés, ont voté dans une élection historique en août, représentant une participation électorale de plus de 87 pourcent. La population de Seychelles s'élève à environ 93 000 habitants.

Comme c'est le cas avec toutes les élections aux Seychelles, les électeurs dans les soit disant "îles périphériques" ont voté au cours des deux premiers jours, suivi par les "îles principales" de Mahe, Grand' Anse et La Digue qui abritent 90 pourcent des habitants de Seychelles.

Ce système aide à ce que l'élection s'achève à temps et assure que les suffrages provenant des îles périphériques soient acheminés et livrés à l'île principale de Mahe, où le dépouillement des votes et l'annonce des résultats finaux ont lieu.

L'Archipel est composé de 115 îles, certaines situées à

environ 1 000 kilomètres de l'île principale Mahe.

Les résultats des élections publiés par l'ECS signifient que le Parti Lepep a perdu une élection pour la première fois depuis que le pays a ré-établi le pluralisme politique en 1993. Le parti a passé plus de 23 ans au pouvoir.

En décembre 2015, le candidat présidentiel du parti, James Michel, a été obligé de tenir un deuxième tour d'élection après qu'aucun candidat n'ait obtenu assez de votes pour être déclaré gagnant suite aux élections présidentielles qui avaient été à nouveau programmées au même mois au lieu de la date initialement prévue de 2016.

Certains analystes ont considéré la reprogrammation des élections au mois de décembre 2015 comme un stratagème par le Président Michel de gérer l'instabilité au sein du parti puisque certains membres de son parti avaient ouvertement exprimé le malaise avec ses politiques.

Le deuxième tour de décembre 2015 était le premier dans l'histoire de l'Etat insulaire. Lors des élections précédentes, le parti au pouvoir avait largement remporté toutes les élections présidentielles au premier tour.

La désunion qui règne au sein du parti au pouvoir peut être l'une des raisons pour lesquelles la coalition de l'opposition a gagné les élections lors de dernières élections parlementaires.

Le dirigeant du LDS, Roger Mancienne a dit que les résultats marquent "une étape historique" dans le développement du pays.

"C'est historique parce que c'est la première fois que nous avons un transfert du pouvoir dans l'une des branches du gouvernement – le pouvoir législatif," a-t-il dit, en ajoutant que le transfert se fait dans la paix et l'ordre.

Le Président Michel a accepté la défaite dans les élections, disant qu'il est prêt à collaborer avec les nouveaux membres du Parlement.

"Le peuple s'est exprimé, le peuple a décidé et la décision du peuple est suprême et mon parti respecte l'opinion du peuple," a-t-il dit.

Les élections parlementaires aux Seychelles se tiennent tous les cinq ans, et les prochaines élections

parlementaires sont prévues en 2021. □



Le Président de Seychelles Démissionne

LE PRÉSIDENT James Michel de Seychelles a démissionné en octobre après avoir passé 12 ans au pouvoir.

Michelle n'a donné aucune raison pour sa démission, mais sa démission a eu lieu suite à la tenue des élections parlementaires dans lesquelles la Coalition de l'Opposition Linyon Demokratik Seselwa a pris le contrôle de la législature du Front Progressif Populaire, qui s'appelle Lepep, pour la première fois dans l'histoire du pays.

L'ancien vice-Président Danny Faure va compléter le mandat de cinq ans du Président sortant. Michel a démissionné 10 mois après le début de son troisième et dernier mandat. Faure a prêté serment le 16 octobre et ce dernier a lancé un appel pour la paix et l'unité parmi les Seychellois. □



nt de la Zambie

Dans le passé, un vice-Président était nommé par le Président. L'introduction des colistières en vertu de la nouvelle Constitution va permettre au vice-Président d'accéder à la présidence au cas où le Président actuel se trouvait dans l'incapacité d'exercer ses fonctions de diriger le pays.

En vertu de l'amendement à la Constitution, le vice-Président peut accéder au pouvoir pour le reste du mandat du Président.

Une telle évolution évite le besoin de tenir des élections anticipées comme cela a été le cas l'année dernière suite au décès du Président Michael Sata en octobre 2014. Les élections anticipées ont été tenues en octobre 2008 après le décès du Président Levy Mwanawasa en juin de la même année.

Lungu, qui est monté au pouvoir en 2015 suite au décès de l'ancien Président Michael Sata en 2014 devient le sixième Président de la Zambie depuis que le pays a obtenu son indépendance de la Grande Bretagne le 24 octobre 1964. □

LES OBSERVATEURS des élections des élections parlementaires aux Seychelles ont dit que les élections ont été tenues conformément aux normes régionales et internationales.

La Mission d'Observation des Elections de la SADC (SEOM) a dit qu'elle était satisfaite avec l'état de préparation du pays pour les élections de l'Assemblée Nationale de 2016 ainsi que la façon dont les gens ont voté le jour des élections.

Les attentes du SEOM étaient guidées et mesurées principalement par les dispositions et les exigences de la Constitution seychelloise, ainsi que le Traité de la SADC, le Protocole de la SADC sur la Coopération en matière de politique, défense et sécurité."

La Mission d'Observation des Elections de l'Union Africaine (UA) a admis en disant que la paix et la stabilité devraient toujours être maintenues puisqu'elles constituent la pierre angulaire pour le développement socioéconomique. □





Danse de Roseaux (Reed Dance) – Un événement culturel qui a résisté à l'épreuve du temps

par Kizito Sikuka

L'UNE DES activités tenues en marge du 36ème Sommet de la SADC à Mbabane, au Royaume du Swaziland était la Danse Annuelle de Roseaux.

Environ 100 000 jeunes filles ont participé à la cérémonie culturelle communément appelée *Umhlanga*, selon le surveillant adjoint intérimaire de l'événement, Sijabulisa Ndinisa.

La population du Swaziland s'élève à un peu plus de 1,1 million d'habitants.

Mais, qu'est-ce que c'est que la Danse de Roseaux (Reed Dance) au juste, un événement qui a résisté à l'épreuve du temps et a gardé son glamour et couleur, attirant plus de participants et de visiteurs chaque année ?

En fait, le festival de huit jours a défié le déclin apparent de la culture traditionnelle dans de nombreuses parties d'Afrique et du monde.

La Danse de Roseaux, qui est commémorée chaque année vers la fin du mois d'août ou début septembre, implique la cueilte de roseaux par des jeunes filles, qui, en suite, les présentent à la Reine Mère pour qu'elle répare sa résidence royale – et puis ces dernières dansent en célébration.

Le geste par les jeunes filles, qui ne doivent être sans enfants et non mariées, signifie la préservation de leur chasteté, un hommage en forme de travail rendu à la

Reine Mère, et fait preuve de solidarité pour agir ensemble.

Le premier jour du festival, les filles provenant de plus de 200 chefferies du Royaume du Swaziland se rassemblent au village royal de la Reine Mère.

Le deuxième jour elles sont séparées en deux groupes – l'un composé des filles âgées de 14 à 22 ans et l'autre composé des filles âgées de 8 à 13 ans.

Ces groupes sont envoyés dans l'après-midi d'aller chercher les roseaux. Les filles passent la nuit dans la forêt.

La cueilte de roseaux est faite le troisième jour alors que le quatrième jour dans l'après-midi, les filles retournent au village royal de la Reine Mère.

Une journée libre est prévue le cinquième jour pour permettre aux filles de se reposer ainsi que de faire les derniers préparatifs sur leur tenue. La présentation des roseaux, qui est suivie par la danse, est faite le sixième et septième jour.

Le huitième et dernier jour, le Roi Mswati III donne l'ordre d'abattre des vaches dont la viande sera mangée par les filles. La participation à la danse de roseaux est facultative et la plupart des jeunes filles Swazi sont d'habitude fières de participer à l'événement.

Selon l'histoire Swazi, la Danse de Roseaux s'appuie historiquement sur la coutume *umewsho*, où toutes les jeunes filles sont placées dans une tranche d'âge des filles, et si l'une d'entre elles tombe enceinte en dehors du mariage,

sa famille doit payer une amende.

L'objectif de cette tradition était de décourager des rapports sexuels avant le mariage – une forme de campagne importante, en particulier de nos jours où la communauté mondiale lutte contre les défis comme la pandémie du VIH et du sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles.

De temps en temps, le Roi peut saisir l'occasion pour choisir une nouvelle épouse. Cependant, il faut noter que la proposition aurait été faite plusieurs mois avant la sélection, de ce fait, la Danse de Roseaux est une plateforme pour présenter la nouvelle Reine au grand public.

Malgré le fait que la Danse de Roseaux est l'un des plus grands et spectaculaires événements culturels en Afrique, elle a également fait l'objet de beaucoup de critique, notamment par les médias occidentaux qui tendent de le présenter comme le festival qui ne vaut pas rien du tout et qui n'est qu'un défilé de jeunes filles vierges parmi lesquelles le Roi peut choisir une nouvelle épouse.

Toute fois, la Danse de Roseaux, qui a été organisée le 29 août est une très bonne expérience où les invités apprécient la richesse de la culture swazi.

Rien ne peut préparer le visiteur à l'ampleur et à l'apparat sur le champ de parade de Ludzidzini, où les présentations sont faites, ou une immersion accablante dans le bruit et les couleurs, au fur et à mesure que

les filles tapent du pieds, chantent et bougent en unisson, les crépitements de bracelets de cheville, et des costumes éblouissants se diffusant en kaléidoscope vivant et chantant.

Le Swaziland a réussi lorsque les autres ont échoué de créer une nation fière de sa culture et patrimoine. sardc.net □

POUR RENFORCER le rôle central que joue la culture dans l'intégration et la coopération régionale entre les pays, la SADC a adopté le Protocole sur la Culture, l'Information et le Sport en 2001. Le Protocole est guidé par les principes généraux suivants:

- S'efforcer de développer des politiques et programmes dans les domaines de la culture, l'information et le sport;
- Mettre en commun des ressources (les expertises, les infrastructures) par les États membres; et
- S'engager pour mettre en valeur une identité régionale dans la diversité et le droit d'avoir accès à l'information et la participation dans les domaines de la culture, de l'information et du sport par tous les citoyens.

Le Protocole préconise des domaines de coopération en matière de formation, de renforcement des capacités et de recherche, de mobilisation des ressources, de formulation de politiques linguistiques, de préservation du patrimoine culturel et d'arts et de festivals culturels. □

L'AFRIQUE

AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADCTODAY Vol.18 No.6 OCTOBER 2016



SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Danai Majaha, Shirley Pisirai,
Nyarai Kampilipili, Tanaka Chitsa

ONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION

Moemedi Nthapelaelang

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Coopérants internationaux co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2016

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net. Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS

P1 redpepper.com, businessinsider.com, thepost.com; P4 ytim.com; P5
sundaynews.com, cfa,thestandard.com; P6 D Majaha SARDC; P8 SARDC; P11
newafricabusinessnews, newzimbabwevision.com; P12 newsweek.com, yimg; P13
africametro.com; P14 D Majaha SARDC; P16 durbangov.za, kiwi.com

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

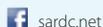
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

15 Downie Avenue, Belgavia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271

Adel: sadctoday@sadc.net

www.sadc.net

Connaissance pour le Développement



Austrian
Development Cooperation

Ce document a été produit dans le cadre d'un Projet financé par l'Agence Australienne pour le Développement. La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement à l'auteur; les informations et les idées exprimées ne reflètent nullement l'avis officiel de l'Agence Australienne pour le Développement.



EVENEMENTS

Octobre – Décembre 2016

Octobre 24 Sept-5 Oct, Afrique du Sud	17ème Réunion de la Conférence des Parties à la CITES Celle-ci sera la quatrième réunion des Parties à la Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvages menacées d'Extinction (CITES) tenue en Afrique depuis l'entrée en vigueur de la CITES le 1er juillet 1975. Les Parties vont prendre des décisions sur les mesures visant à lutter contre le trafic illicite des espèces sauvages ainsi qu'examiner les propositions de lister des espèces additionnelles sous les contrôles commerciaux de la CITES ou changer le statut des inscriptions existantes à la CITES.
5-6, Afrique du Sud	Atelier de Validation de la Stratégie et du Plan d'Action de la SADC sur l'Énergie Renouvelable et Efficacité Énergétique (REEESAP) L'atelier va réunir des parties prenantes dans le domaine de l'énergie de la SADC pour examiner et valider le document REEESAP. Le REEESAP vise à accroître l'adoption de l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique au sein de la Région.
13, Malawi	41ème Réunion du Comité Exécutif SAPP Le Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP) va examiner des mesures visant à améliorer la situation énergétique au sein de la Région afin de veiller à ce que l'offre réponde à la demande. La SAPP est un organisme régional qui coordonne la planification, la production, la transmission et le marketing de l'électricité au nom des services publics des États membres continentaux de la SADC.
13-14, Afrique du Sud	Atelier des Organisation de Bassins Fluviaux de la SADC Les représentants des organisations de bassins fluviaux au sein de la SADC vont se réunir à Johannesburg pour examiner des questions pertinentes telles que le changement climatique et partager des expériences sur les réponses à ce phénomène et s'autres défis.
19-20, Zambie	Forum des Négociants en Énergie et Contrôleurs de Système de la SAPP Les négociants en énergie et les contrôleurs de système provenant des membres de la SAPP vont se réunir pour examiner différentes questions relatives aux échanges et au commerce de l'énergie et au système de contrôle telles que la participation sur le marché du jour avant, les perturbations du réseau, et comment améliorer la communication entre les services publics.
Novembre 7-11, Lesotho	Conférence Annuelle de la RERA Organisé au tour du thème "Fournir un Accès Universel et le Développement Durable à travers l'Énergie Renouvelable: Défis et Opportunités pour le Région de la SADC", la conférence fournit des possibilités pour les parties prenantes de faire le réseautage et d'échanger des informations sur des questions pertinentes relatives à l'Industrie d'Approvisionnement en Électricité au sein de l'Afrique Australe.
7-18, Maroc	CCNUCC COP 22 La 22ème session de la Conférence des Parties (COP 22) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) et la 12ème séance de la Conférence des Parties agissant comme une réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP 12) vont réunir des leaders mondiaux pour continuer les pourparlers vers un consensus mondial sur l'atténuation des impacts du changement climatique.
15, Éthiopie	Dixième Forum Pour le Développement de l'Afrique Le Forum est une plateforme pour les multi-parties prenantes de débattre, examiner et proposer des stratégies concrètes pour le développement de l'Afrique. Le dixième Forum pour le Développement de l'Afrique sera tenue sous le thème « Migration et Transformation de l'Afrique » qui émane de la reconnaissance du rôle important de la migration comme facteur qui facilite le développement inclusif et durable promis sur des initiatives de développement appartenant à et gérées par l'Afrique.
Décembre 5-7, Nigeria	Conférence Économique Africaine Cette année la conférence économique va se concentrer sur le thème "Nourrir l'Afrique: Vers une Industrialisation Agroalimentaire pour une Croissance Inclusive." Elle vise à fournir une occasion pour examiner la transformation agricole de l'Afrique en présentant les dernières données empiriques sur comment mettre à profit l'industrialisation agroalimentaire pour nourrir l'Afrique et promouvoir la croissance inclusive. Des décideurs, des chercheurs et des professionnels du développement provenant de l'Afrique et du monde entier vont se réunir pour faire des contributions stratégiques afin d'accélérer le développement industriel agroalimentaire. La conférence est conjointement organisée par la Banque Africaine de Développement, La Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique, le programme des Nations Unies pour le Développement et la Conférence Économique Africaine.

30 ans

19 Octobre 1986



Le Botswana fête son cinquantième anniversaire

LE BOTSWANA a fêté son cinquantième anniversaire d'indépendance le 30 septembre 2016.

La route vers l'indépendance n'a pas été facile, et date des années 1800 lorsque des invasions par les zoulous et l'intrusion par les Boers provenant de l'Afrique du Sud ont obligé les Chefs botswanais, Khama, Bathoen et Sebele I, d'établir un pacte stratégique d'aller demander un statut de protectorat chez les Britanniques.

En janvier 1885, le Protectorat Britannique de Bechuanaland a été établi sous l'égide d'un Haut Commissaire pour l'Afrique du Sud, avec les Britanniques espérant que Bechuanaland serait absorbé dans l'Union de l'Afrique du Sud. Mais, Khama avait d'autres idées. Il a gardé le contrôle de la gouvernance dans le pays vaste mais peu peuplé, alors que les Britanniques protégeaient les frontières.

Le décès de Khama en 1923 et de son fils, Sekgoma en 1926 a déclenché des événements historiques qui font maintenant partie intégrante de l'histoire du Botswana moderne. Seretse Khama âgé de quatre ans a succédé à son père et son oncle, Tshekedi Khama est monté au pouvoir en tant que Régent, avec Khama se rendant à l'étranger pour poursuivre ses études.

Tshekedi a commencé une série d'événements entraînant le déshéritement provisoire de Seretse qui a été contraint d'abdiquer son poste de Chef parce qu'il s'est marié à une femme Britannique blanche, Ruth Williams.

Khama a été banni en Grande Bretagne, retournant au Botswana seulement en 1956 lorsqu'il a mis sur pieds un mouvement politique pour le changement. En 1962, il a formé le Botswana Democratic Party (BDP) et a mené une campagne pour une société démocratique non raciale qui a reconnu et a donné un rôle aux Chefs coutumiers.

La République Indépendante du Botswana est née le 30 septembre 1966.

Se Souvenir du Président Samora

LE PREMIER Président du Mozambique, Samora Moisés Machel, est un symbole de libération dans son pays et dans l'ensemble de l'Afrique Australe.

Machel a soutenu la libération de la Région du colonialisme, avant et après l'obtention de l'indépendance par son propre pays en 1975.

Machel et 34 autres personnes, y compris certains de ses assistants et conseillers très proches, sont morts lorsque l'avion présidentiel, en voyage de retour après le Sommet tenu en Zambie, s'est écrasé à Mbuzini en Afrique du Sud le 19 octobre 1986.

La cause du crash n'a pas été officiellement déterminée, bien que des preuves circonstancielles indiquent qu'il y avait une fausse balise de navigation placée par l'ancien régime d'apartheid en Afrique du Sud pour dévier l'avion de sa trajectoire.

Le Premier Ministre Carlos Agostinho do Rosário a dit que la vérité concernant l'incident qui a coûté la vie de Machel sera dévoilée un jour.

"Samora Machel était un héros national pour le Mozambique. Il est une référence historique importante du peuple mozambicain, sud africain et du monde," a-t-il dit lors de la cérémonie tenue le 17 octobre à Mbuzini pour commémorer le 30ème anniversaire du décès tragique du dirigeant mozambicain.

Le vice-Président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, a décrit Machel comme un vrai Panafricaniste qui a sacrifié le bien-être du peuple de son pays pour accommoder ceux venus des autres pays qui se sont battu contre l'oppression.

"Il a accueilli inconditionnellement les combattants de la libération au Mozambique et a consacré sa vie à l'émancipation complète de l'Afrique Australe. Il continue de nous inspirer pour bâtir une société exempte de préjugés, de racisme, de patriarcat et d'exploitation," a dit Ramaphosa, ajoutant que l'Afrique du Sud a une énorme dette de gratitude au peuple mozambicain pour leur soutien moral, politique et matériel inconditionnel apporté à son mouvement de libération.

La cérémonie officielle pour commémorer l'anniversaire du décès de Machel est tenue traditionnellement à Mbuzini, le lieu du crash de l'avion qui se trouve juste à l'intérieur du territoire sud africain.

Le Monument à Mbuzini se trouve sur une colline isolée et a, enracinés dans une base en béton, 35 piliers verticaux en acier, représentant chacune des personnes décédées. Ces piliers projettent de longues ombres sur la base, et quand le vent souffle cela cause des murmures permanents à travers les petites incisions dans les piliers.

La commémoration du 30ème anniversaire a été lancée en juin par le Président du Mozambique le Président Filipe Nyusi lors du 41ème anniversaire de l'Indépendance du Mozambique.

Le Président Nyusi a dit que son gouvernement va continuer à "renouveler notre engagement de préserver la vérité et la liberté, des gains nobles de la lutte menée par les Mozambicains." Il a dit que Machel va continuer à inspirer toute la nation et le reste de l'Afrique.

"Samora Machel était plus qu'un fondateur d'une nation libre et indépendante..." a-t-il dit, ajoutant qu'il "demeure un pilier de notre fierté dans tout ce que nous faisons." Il a dit que "30 ans après sa disparition physique, ses leçons restent" pour inspirer le pays.

"Machel était admiré et respecté pour son intégrité et son envergure morale, ainsi que pour son humanisme, qui ont transcendé les frontières, notamment celles de race, de tribu, de genre ou de religion," a-t-il dit.

Machel était le dirigeant du Front de Libération du Mozambique (Frelimo), qui a chassé l'administration coloniale portugaise en pratiquant la guérilla.

Machel est devenu le premier Président du Mozambique à l'Indépendance le 25 juin 1975, et son gouvernement a accueilli des combattants de libération provenant de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe qui étaient toujours engagés dans la lutte contre les régimes d'apartheid et rhodésien. *sardc.net*



JOURS FÉRIÉS AU SEIN DE LA SADC

Octobre – Décembre 2016

4 Octobre	Journée de Pais et de Réconciliation Nationale	Mozambique
4 Octobre	Fête Nationale	Lesotho
14 Octobre	Journée Mwalimu Julius Nyerere	Tanzanie
15 Octobre	Fête des Mères	Malawi
24 Octobre	Fête Nationale	Zambie
30 Octobre	Divali	Maurice
1 Novembre	La Toussaint	Madagascar, Maurice, Seychelles
2 Novembre	Jour du Souvenir	Angola
11 Novembre	Fête Nationale	Angola
8 Décembre	Immaculée Conception	Seychelles
9 Décembre	Fête Nationale	Tanzanie
10 Décembre	Journé Internationale des Droits de l'Homme	Namibie
16 Décembre	Journée de Réconciliation	Afrique du Sud
22 Décembre	Journée de l'Unité Nationale	Zimbabwe
25 Décembre	Jour de Noël	Tous les Etats membres de la SADC sauf le Botswana, le Malawi, la Zambie
26 Décembre	Journée de la Famille	Angola, Mozambique
	Jour de Noël	Botswana, Malawi, Zambie
	Incwala Day	Swaziland
	Le Lendemain de Noël	Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe
27 Décembre	Jour Férié	Botswana, Malawi, Zambie

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale